



Conférence donnée au cours de la session 2004 des Semaines Sociales de France, "L'Europe, une société à inventer"

L'avenir de l'Europe à 25

Romano Prodi*

Monsieur le Président Camdessus,
Mesdames et Messieurs les représentants des Autorités,
Mesdames et Messieurs.

Je remercie de tout cœur mon ami Michel Camdessus de m'avoir invité à inaugurer ces Semaines sociales de France. Je suis très heureux d'être ici et c'est pour moi un honneur d'accepter son invitation. Ce rendez-vous de Lille est spécial pour deux raisons.

- D'abord, parce que cette année marque le centenaire de la fondation des Semaines Sociales.
- Ensuite, parce que des représentants des 25 États membres de l'Union y assistent pour la première fois.

Le premier mai dernier, en effet, l'Union européenne est devenue une entité économique, politique et culturelle de 453 millions de citoyens.

Comme tout grand tournant historique, notre élargissement a suscité des doutes et des craintes. Ces réactions sont compréhensibles, compte tenu de la hauteur du défi, tant sur le plan économique que sur le plan culturel.

À ce dernier égard, en effet, il y a beaucoup à faire pour protéger et développer les identités nationales et locales des nouveaux États membres au sein de la grande famille que forme l'Union européenne.

La question revêt une importance essentielle, car nous devons tirer le meilleur parti de notre diversité, qui est notre grande richesse.

* Président de la Commission européenne

Ces doutes s'évanouissent toutefois face à une certitude majeure. L'adhésion des pays de l'Europe centrale et méridionale est une occasion historique, qui ne se représentera pas.

L'Europe est notre destin commun à tous, de Tallinn à Lisbonne, de Dublin à La Valette. C'est d'elle que dépendent désormais dans une large mesure notre bien-être, notre influence dans le monde et notre capacité de préserver et de promouvoir nos valeurs.

En d'autres termes, seule l'Union peut garantir l'autonomie de l'Europe dans le contexte de la mondialisation.

Au premier rang des valeurs européennes que l'Union est appelée à défendre, figurent nos valeurs sociales et notre modèle de développement. Mais par-dessus tout, il y a la paix.

Bien que notre histoire soit encore jeune, nous avons parcouru un long chemin depuis 1950. Et on ne peut envisager le futur de l'Europe unie sans évoquer son passé.

L'idée de départ, l'étincelle qui a donné vie à notre processus d'intégration, fut la conquête de la paix. Cela, nous ne devons jamais l'oublier.

Sur plus d'un demi-siècle, les pays qui ont embrassé notre projet ont bénéficié de la garantie d'une longue ère de paix et d'harmonie.

Aujourd'hui, un conflit à l'intérieur de notre Europe serait inimaginable. Et, qui plus est, la force de notre exemple a communiqué cette vocation à la paix au reste du continent, aux régions limitrophes, voire au monde entier.

Cela aussi faisait partie de nos objectifs initiaux. En effet, le célèbre discours prononcé par Robert Schuman le 9 mai 1950 s'ouvrait sur ces mots: «La paix mondiale...».

54 ans plus tard, je reprends cette phrase à mon compte: l'Europe a pour objectif la paix *mondiale*.

Aujourd'hui, nous devons défendre notre principe fondateur de dangers provenant d'horizons multiples. Une fois encore, l'Europe est appelée à défendre la paix par ses «efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent».

La créativité dont parle Schuman, cette grande qualité de la politique, s'exprime par les armes que les pères fondateurs de l'Europe ont choisi pour faire la guerre à la guerre.

Ils avaient touché du doigt, dans des circonstances tragiques, les limites de l'ancien système de relations internationales, fondé sur la force militaire, sur le protectionnisme commercial et sur la politique des chancelleries.

Ils ont donc pris le chemin opposé, soit la fusion des marchés des matières premières servant aux guerres d'alors: le charbon et l'acier.

Aujourd'hui, nous devons retrouver ce génie, cette sagesse et cette créativité.

Le monde a énormément changé depuis cette époque. De nos jours, les matières premières des guerres et de la lutte armée sont autres, comme le sont les motivations de fond qui poussent des individus et des populations entières à l'action violente.

C'est pourquoi nous avons choisi de compléter la politique de l'élargissement par une série de développements ultérieurs.

Le premier consistera à mener à son terme le processus d'adhésion des autres pays candidats.

Le second consistera à ouvrir l'Union européenne à tous les pays des Balkans.

Tout cela se fera progressivement et chaque pays avancera à son rythme.

La Croatie a déjà commencé, la Macédoine lui emboîte le pas et les autres pays suivront, à mesure qu'ils réformeront leurs structures économiques et politiques.

Et cet objectif est l'unique solution stable et durable, la seule perspective d'espoir pour tous ces pays.

Répetons-le une fois encore: seule l'Europe pourra clore un douloureux chapitre de notre histoire et en ouvrir un nouveau, fait d'amitié et de paix.

Aujourd'hui, la politique de l'élargissement achève son cycle, du moins pour l'ère actuelle.

Mais sa mission de paix se poursuit en offrant à tous les pays voisins, de la Russie au Maroc en passant par les pays du sud du Caucase, la perspective de partager leur avenir avec l'Union, sauf les institutions – c'est-à-dire une perspective de très forte intégration économique et politique.

Il s'agit donc d'une Europe pluraliste et respectueuse des diversités et des minorités, qui offre sa sécurité «non militaire» (*soft security*) et le partage de ses priorités au cercle de pays amis qui l'entourent.

Mesdames et Messieurs,

La mission initiale des Semaines Sociales a été de diffuser la pensée sociale de l'église en rapport avec les problèmes et les dynamiques du présent.

Ce n'est pas un hasard si votre organisation est née quelques années après l'encyclique *Rerum Novarum* - qui dénonçait le caractère inhumain de la condition ouvrière à la fin du XIX^e siècle - et dans la foulée de celle-ci.

Je suis heureux de noter qu'un siècle plus tard, vous avez mis l'Europe au centre du débat sur l'engagement social des chrétiens et le rôle qu'elle saura garder dans un monde «global».

Parmi les différents thèmes proposés, je veux mettre l'accent sur le développement durable, sur la pauvreté et sur l'ouverture de l'Europe au monde.

Notre histoire récente montre que la stratégie gagnante pour faire face à ces trois grands défis passe par la solidarité, la coopération et la recherche d'un règlement politique des conflits.

Dans le monde entier, l'Europe doit contribuer à garantir à tout être humain et à toute population quelques droits simples: le droit de se nourrir, de vivre sous un toit, d'être en bonne santé et de vivre en sécurité.

Mais surtout nous devons recourir à notre force et à notre tradition pour garantir aux citoyens du monde la dignité et l'espoir.

C'est pourquoi nous avons formulé ces dernières années de nouvelles propositions fortes pour ouvrir nos marchés aux pays les plus pauvres et accroître l'aide au tiers-monde – domaine dans lequel nous sommes devenus les plus grands donateurs – même si notre aide est encore nettement insuffisante.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui nous avons en Europe l'occasion de relancer notre modèle de société traditionnel et de l'adapter aux défis de notre époque.

Dans la foulée de l'unification de tout le continent, nous pouvons aspirer à des objectifs très ambitieux.

- o Nous avons la possibilité de créer une société plus juste avec plus d'intégration.
- o Nous pouvons mettre de côté les intérêts particuliers pour réorganiser notre économie.
- o Nous pouvons nous ouvrir au monde avec la solidarité internationale et l'intégration des immigrés.

Nous pouvons ainsi vaincre la politique de la peur et du rejet, qui avive les craintes des citoyens. Ces groupes et ces positions obscurantistes sont la véritable menace pour nos valeurs les plus profondes.

Les Européens ont désormais appris à vivre ensemble dans leur diversité, à faire preuve de curiosité et de volonté de découverte vis-à-vis de l'autre. Les fruits de la tolérance et de l'ouverture enrichissent tous les citoyens de l'Union.

Je ne crois pas au choc des civilisations, je crois plutôt en une fière lutte démocratique contre ceux qui l'utilisent pour réussir politiquement.

Nous devons combattre ces positions de repli et d'égoïsme. Pour nous servir, nous avons la force de notre solidarité, la confiance dans le dialogue et notre intelligence.

À côté de ces craintes du nouveau et du différent, certains sèment la crainte que la mondialisation compromette notre tissu productif.

En particulier, il y a ceux qui voient dans les grands pays émergents comme la Chine ou l'Inde la cause directe de la faible croissance et du chômage en Europe.

Ces diagnostics conduisent toujours aux mêmes prescriptions: élever de nouvelles barrières protectionnistes, influencer les décisions des agents économiques par la pression fiscale et soutenir les productions européennes grâce aux deniers publics.

Les analyses et les solutions de ce type font facilement leur chemin dans l'opinion publique, parce qu'elles sont simples et promettent des effets immédiats. Malheureusement, ces solutions -- comme les mensonges -- ne vont pas très loin et finiront par faire beaucoup de tort à notre économie.

Le pouvoir de persuasion de ces analyses dépend aussi d'un autre facteur. En désignant un ennemi extérieur facilement identifiable, nos entrepreneurs et nos dirigeants politiques s'exonèrent de toute responsabilité.

Ils peuvent ainsi reproposez les «recettes» de toujours sans créativité ni courage. Pourtant, il est de notre devoir de chercher des solutions nouvelles pour sortir gagnants sur le marché mondial.

Il est en effet illusoire de croire que l'on peut stopper la mondialisation. C'est un processus historique auquel il convient de faire face ouvertement et qu'il convient de gérer.

Je vous donnerai seulement trois exemples.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous devons gérer intelligemment et avec prévoyance les grands mouvements migratoires.

Indépendamment du drame social aux proportions épiques qu'ils représentent, les immigrés constituent une ressource désormais indispensable à notre économie. C'est en effet grâce à eux que nous pourrions faire face aux problèmes démographiques et au vieillissement de la population.

Mais, à cet égard, il est essentiel de mener non seulement une politique d'intégration et d'assistance pour eux et pour leur famille, mais aussi une politique d'étroite collaboration avec les pays dont ils sont originaires. Dans ce cas également, la politique de voisinage comporte les instruments concrets permettant de donner un visage humain à l'immigration.

Il est essentiel de travailler activement et dans plusieurs directions (particulièrement religieuse et culturelle) pour saisir les caractéristiques futures d'une Europe multiethnique.

Compte tenu des caractéristiques de cette immigration et des différences de perception des processus d'intégration qui subsistent, il ne suffira pas d'évoquer le modèle américain.

Il n'est pas possible de continuer à faire semblant que l'Europe n'a pas besoin d'immigrés pour une période encore indéterminée et n'a donc pas besoin d'une nouvelle politique de l'immigration.

Le second exemple concerne nos politiques sociales, que nous devons gérer et réformer pour laisser en héritage à nos enfants les systèmes de prévoyance sociale que tout le monde nous envie.

L'État social doit lui aussi tenir compte de l'évolution démographique. Indépendamment du pacte social qui lie nos citoyens à l'heure actuelle, nous devons penser également au pacte entre les générations et à la responsabilité que nous assumons tous à l'égard de nos enfants.

Il convient de réformer nos systèmes de prévoyance, de santé publique et de pension pour les rendre durables. Il nous faut renforcer ces instruments, car nous risquons sinon de ne pas être en mesure de donner un sens concret à nos sentiments les plus profonds.

Tous les européens reconnaissent la justice profonde d'une collectivité qui prend en charge les personnes les plus faibles et les plus désavantagées: les malades, les personnes âgées, qui, en raison de circonstances défavorables, font face à des difficultés économiques.

Pour nous, ce type de solidarité civile et étendue explique mieux que tout ce que signifie être citoyen européen. Nous devons faire ce qu'il faut pour préserver l'État social à long terme en lui réservant une place importante dans nos priorités tout en le rendant, je le répète, durable.

Le troisième exemple concerne l'économie. Nous devons gérer notre système économique et avancer résolument dans la voie de l'économie et de la société de la connaissance. C'est le seul moyen de tenir tête à la concurrence internationale.

Comme vous le savez, il y a quatre ans, les leaders européens ont approuvé un ambitieux plan de réforme connu sous le nom de stratégie de Lisbonne. Depuis lors, les avancées n'ont pas été satisfaisantes.

Dans le contexte de la mondialisation, seul un progrès substantiel dans le domaine de la science et de l'innovation peut permettre à l'Europe de maintenir à l'avenir les niveaux d'une politique sociale égalitaire et solidaire.

Cela n'est cependant pas possible si l'on continue, comme on l'a fait jusqu'à présent, à isoler les politiques économiques et de la recherche dans des compartiments étanches dans les différents pays européens.

Mesdames et messieurs,

Dans tous ces cas, comme dans beaucoup d'autres, il y a un élément commun. Nous ne pourrions relever les défis de l'avenir que si nous agissons ensemble. Aucun pays européen, quelle que soit sa taille, ne peut espérer s'en tirer seul.

Après cinq ans à la tête de la Commission, cinq ans marqués par des événements et des résultats qui ont changé le visage de l'Europe, je peux vous dire en toute franchise que je suis convaincu que l'Europe à 25 saura trouver une unité et une détermination nouvelles.

Il nous faudra néanmoins du courage et surtout un sens de l'avenir, au risque de perdre également le présent.

Je vous remercie.